

Le Moyen-Orient au XX^e siècle : entre hégémonies extérieures et tentatives d'émancipation

L'essentiel

Le Moyen-Orient est à la fois le berceau antique de l'État associé au « despotisme hydraulique » (K. Wittfogel) et une des zones du monde où les États et les frontières présentent l'enracinement et l'évidence géographiques les plus faibles. À l'instar de l'Europe, à la différence de l'Asie orientale ou de l'Afrique, la césure majeure se place au lendemain de la Première Guerre mondiale, quand la dissolution de l'Empire ottoman crée un vide géopolitique propice à une traduction politique des nationalismes – arabe(s), juif, iranien, turc – mais aussi à une affirmation concurrente des puissances impérialistes britannique et française. Le second après-guerre voit se préciser puis se pérenniser les deux enjeux géopolitiques qui structurent la région et déterminent sa place éminente sur l'échiquier mondial : la proclamation de l'État d'Israël (1948) et les guerres qui la suivent posent la difficile question du sort politique des Palestiniens tout en suscitant provisoirement une dynamique panarabe ; l'exploitation des richesses pétrolières du golfe Arabo-Persique et la mise en place d'une théocratie chiite en Iran (1979) placent au cœur de la géopolitique mondiale un sous-ensemble longtemps marginal. L'implication régionale des États-Unis unifie les différents théâtres et dossiers régionaux.

- ↳ Les États non-arabes (Israël, Iran, Turquie), « chevaux de Troie » de l'Occident au Moyen-Orient ?
- ↳ L'hégémonie au Moyen-Orient : une fatalité ?
- ↳ L'ordre bipolaire de la guerre froide a-t-il structuré le Moyen-Orient ?
- ↳ Le Moyen-Orient depuis 1948 : « *paix impossible, guerre improbable* » ?
- ↳ Empire et République islamique d'Iran : une continuité géopolitique ?

Les dates indispensables

1899 : voyage du kaiser Guillaume II à Constantinople et Jérusalem.

1916 : accords secrets franco-britanniques (accords Sykes-Picot).

1917 : déclaration Balfour favorable à la constitution d'un « foyer national pour le peuple juif » en Palestine.

1919 : territoires arabes de l'Empire ottoman confiés par la SDN au Royaume-Uni et à la France comme mandats à administrer.

1920 et 1923 : traités de Sèvres puis de Lausanne, le second révisant le premier au bénéfice de la Turquie et aux dépens des Kurdes.

1927 : Création de l'Irak Petroleum Company.

1948-1949 ; 1967 ; 1973 : guerres israélo-arabes.

1955 : pacte de Bagdad (CENTO après le retrait irakien).

1958-1961 : République arabe unie (Union de l'Égypte et de la Syrie).

1975 : Voyage officiel de S. Hussein à France.

1975-1989 : guerre civile au Liban, instrumentalisée par la Syrie (intervention en 1976) et Israël (opération Litani, 1978 ; opération Paix en Galilée, 1982) aux dépens des Palestiniens.

1980-1988 : guerre Iran-Irak.

1991 : guerre du Golfe, faisant suite à l'annexion du Koweït (août 1990) par l'Irak.

1993 : accords d'Oslo, signés à Washington le 13 septembre (lancement du « processus de paix » israélo-palestinien).

2000 : Début de la seconde Intifada.

2003 : Début de la guerre d'Irak.

2005 : Relance du programme nucléaire iranien par M. Ahmadinejad.

Les chiffres incontournables

- Le plan de partage de la Palestine adopté par l'Onu en 1947 octroie 43 % du territoire à l'Etat arabe ; l'État palestinien sur le point d'être proclamé en 2011 correspondra à 22 % du mandat de Palestine.
- Les fêtes de Persépolis pour le 2500^e anniversaire de l'Empire d'Iran (1971) ont coûté entre 20 et 200 millions de dollars, selon des sources contradictoires et peu fiables.
- 20 ans : c'est la durée de vie de la République démocratique et populaire du Yémen ou Yémen du Sud (1970-1990), seule république marxiste du monde arabe.
- La Guerre entre l'Iran et l'Irak a causé près d'un million de morts pour un enjeu frontalier (le Chatt al-Arab) de 200 kilomètres.
- L'UNRWA (ONU) fixe à 4,3 millions le nombre de réfugiés palestiniens (auxquels sont assimilés leurs descendants), dont 1 million dans la bande de Gaza et 400 000 au Liban. L'estimation est controversée.

1. De la fin du XIX^e siècle au terme de la Première Guerre mondiale : d'un impérialisme à l'autre

A. « L'homme malade de l'Europe »

La métaphore, à la paternité discutée (le tsar Nicolas I^{er} ou le ministre russe Gortchakov ?), traduit la déliquescence de l'Empire ottoman, victime de sa propre « surexpansion impériale »

“

Sous l'influence des idées européennes, la conscience collective tente de se réorganiser sur des fondations nationales modernes, et donc laïques. Toutefois, l'épicentre de la mémoire collective restant, de façon dominante, le récit du religieux de la prophétie coranique, c'est la mémoire religieuse qui est à son tout stimulée, alimentant aussi les courants panislamistes hostiles au nationalisme arabe moderniste et laïc.

G. Corm, *Le Proche-Orient éclaté*. 1956-2010, Gallimard, « Folio histoire », 6^e édition, 2010.

(P. Kennedy) comme des ambitions des puissances rivales ou faussement protectrices (dogme britannique, vacillant au début du XX^e siècle, du maintien de l'intégrité de l'empire). Elle ne saurait dissimuler un bilan historique impressionnant. « *L'Empire ottoman a été la seule organisation politique depuis le califat omeyyade à regrouper la plus grande partie des Arabes dans une entité plus vaste. Dans des régions qui connaissaient une divergence croissante d'évolution à partir des Abbassides, il a rétabli une unité d'institutions et de destins marquée par des échanges humains considérables* » (H. Laurens). Dans ce cadre, les minorités chrétiennes sont non seulement tolérées, mais aussi largement intégrées à l'administration califale.

La géopolitique de l'Empire repose classiquement sur une emprise décroissante du pouvoir central, du cœur anatolien jusqu'aux marches d'Afrique du Nord, de Mésopotamie, du Golfe et du Hedjaz. À l'est, la puissance rivale, religieusement hérétique, est l'Empire perse, chiite depuis la dynastie des Séfévides (XVI^e siècle) ; au nord (Caucase, Balkans), la menace vient d'un Empire russe conquérant depuis le règne de la Grande Catherine (traité de Kaïnardji, 1774 ; annexion de la Crimée, 1783).

Au cours du XIX^e siècle, la volonté de contenir cette poussée russe, attisée par l'éveil des nationalismes balkaniques, a conduit Londres et Paris à se poser en protecteurs de l'Empire, admis au sein du Concert des nations européennes (traité de Paris, 1856 ; congrès de Berlin, 1878). Or, dans le même temps, la constitution et la sécurisation de la route des Indes conduisent Londres à se poser en protecteur des sultanats du Golfe (Oman, les *Trucial States* en 1892, Koweït en 1899), tandis que la division internationale du travail induite par l'industrialisation de l'Europe mine l'économie-monde ottomane ; l'empire, endetté, subit en outre une pesante tutelle financière franco-britannique (création de la Dette publique ottomane en 1881).

..... *focus*

En Égypte, la mise en place du protectorat britannique trouve son origine dans l'endettement induit par les projets modernisateurs et impérialistes du khédivé Ismaël (1863-1879) sous l'influence des saint-simoniens français : mise en place d'un condominium financier franco-britannique (1876), déposition du khédivé (1879), bombardement d'Alexandrie (1882) ; l'abstention française facilite la mainmise britannique sur le pays, voué à la monoculture du coton. La fiction juridique de l'appartenance à l'Empire ottoman perdure cependant jusqu'en 1914.

B. Le nationalisme arabe dans le jeu géopolitique régional

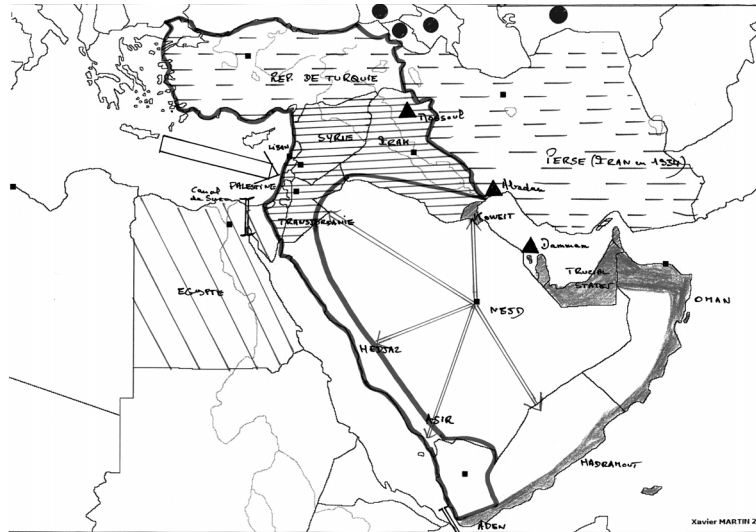
Si l'Europe perçoit le réveil culturel arabe qui se déploie au cours du XIX^e siècle à la lumière du mouvement européen des nationalités (projet d'un royaume arabe client de la France cher à Napoléon III), le passage du nationalisme culturel à l'idée d'indépendance ne s'opère qu'à la veille de la guerre. Le loyalisme à l'égard de l'empire obéit à deux logiques successives :

- l'ottomanisme : la consolidation de l'Empire passe par la traduction juridique du pluralisme culturel ; les millets sont des communautés non territoriales dotées de droits propres (édit de 1839) ;
- le panislamisme : à partir de 1876, Abdul Hamid, « sultan ottoman et calife de l'islam » (F. Georgeon), s'appuie sur les confréries religieuses et fait construire le chemin de fer du Hedjaz grâce aux contributions levées au sein de l'*umma*. L'horizon géopolitique déborde ici les limites de l'empire, en phase avec la renaissance intellectuelle de l'islam portée par al-Afghani et Rachid Rida. Les Britanniques prennent de même comme cadre et grille d'analyse le monde musulman, de l'Égypte à l'empire des Indes (G. Corm, 2010).

Le tournant anti-ottoman du nationalisme arabe résulte du programme d'inspiration jacobine des « jeunes-turcs » (officiers et fonctionnaires modernisateurs au pouvoir en 1909), qui, se faisant, s'aliènent les notables arabes. Dans le même temps, les tensions anglo-ottomanes (crise de 1906 à propos des tracés de la ligne ferroviaire du Hedjaz et de la frontière égyptienne) conduisent Istanbul à se rapprocher de l'Allemagne, protectrice proclamée et intéressée des musulmans dans le cadre de sa *Weltpolitik*. Londres et Paris renforcent alors leur soutien aux nationalistes arabes, l'un et l'autre disposant de leurs clientèles respectives (Congrès arabe de Paris en 1913 ; émergence au Caire, autour de Kitchener et du *Colonial Office*, d'une analyse géopolitique prenant en cause la spécificité arabe et envisageant la formation d'un bloc Syrie-Égypte).

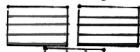
Carte étape

Le Moyen-Orient de l'empire ottoman aux mandats

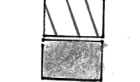


— L'héritage ottoman : limites de l'empire en 1914

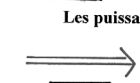
L'impérialisme occidental



Mandat, administré par Londres ; par Paris.



L'Égypte, protectorat britannique graduellement indépendant (1922, 1936, 1952)



Client britannique du Golfe et de l'Océan indien

Les puissances régionales contestatrices de l'hégémonie



Axe de la poussée géopolitique saoudienne



Etat lancé dans une modernisation anti-impérialiste après avoir subi l'hégémonie occidentale avant la Première Guerre mondiale

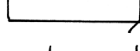


République soviétique

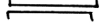
Les enjeux régionaux



Gisement pétrolier précocement exploité



Aliya (émigration) juive vers la Palestine



Passage stratégique sur la route des Indes

→ en couleur dans le cahier central _____

C. Le Moyen-Orient en guerre : la boîte de Pandore des nationalismes

Les contradictions de la politique britannique au cours de la guerre, obéissant à une logique stratégique à court terme, sont essentielles à la compréhension de l'instabilité géopolitique qui suit la dissolution de l'Empire ottoman.

L'objectif des Britanniques du Caire est de fomenter, contre l'Empire ottoman, une révolte arabe. D'où la promesse, lourde d'ambiguïté (délimitation et définition de l'arabité), d'un royaume arabe placé sous la souveraineté du chérif de La Mecque, le hachémite Hussein (correspondance avec le haut-commissaire McMahon, 1915). Déclenchée en 1916, la révolte aboutit à la prise d'Aqaba en 1917 et à l'entrée du général Allenby à Jérusalem. Bagdad est prise la même année (mais une insurrection chiite éclatera en 1920).

Parallèlement, des liens sont noués avec les Saoud, souverains du Nedjd et ennemis traditionnels des Hachémites (accord de 1915, mission de St. John Philby en 1917) ;

fin 1918, la guerre est même effective entre les deux dynasties, rivales pour le contrôle des Lieux saints et la direction de l'*umma*. L'arbitrage britannique n'empêchera pas le Hedjaz d'être conquis par les Saoud (1925).

Surtout, la déclaration Balfour (1917) prévoit la constitution en Palestine d'un « *National Home for the Jewish people* ». En dépit de l'accord Fayçal-Weizmann (janvier 1919), la situation locale est explosive dès la fin du conflit.

Enfin, les accords (secrets jusqu'en 1918) franco-britanniques Sykes-Picot (signés en 1916 et seulement dévoilés en 1918) prévoient un partage d'influence entre les deux grandes puissances. Conjonctuellement, Londres appuie toutefois les Hachémites à la Conférence de la paix et, de concert avec Wilson, entend cantonner les Français au littoral.

2. De la fin de la Première Guerre mondiale à la crise de Suez : ressentiments et premières émancipations

A. 1920 : une mise sous tutelle à la faveur de la guerre

Le sort de l'Empire est scellé lors des conférences de Londres et San Remo (avril 1920), prélude au traité de Sèvres (août 1920). La France est puissance mandataire de la SDN pour la Syrie, le Royaume-Uni pour la Palestine et l'Irak. Chacune des deux puissances mandataires fragmente les territoires concernés.

En Syrie, la proclamation de l'indépendance (congrès de mars 1920) précède de peu l'écrasement militaire (Maysaloun, juillet 1920). Les Français séparent un Grand Liban censé reposer sur la supériorité démographique des maronites d'une Syrie elle-même fédéralisée. C'est l'origine d'un contentieux durable entre Damas et Paris.

La Palestine est divisée entre un territoire à l'ouest du Jourdain, sous administration britannique et ouvert à l'immigration juive, et la Transjordanie, émirat arabe (Abdallah, fils d'Husseïn) sous protection britannique (capitale : Amman, 5 000 habitants). Ce partage ne satisfait ni les sionistes, ni les Hachémites.

L'Irak, amalgame des vilayets de Mossoul (kurde et pétrolier), Bagdad (sunnite) et Bassora (chiite), est également un royaume protégé à direction hachémite (Fayçal). L'indépendance, pionnière au sein du monde arabe, sera toutefois acquise en 1932.

L'Égypte est en proie aux violences de la révolte et de la répression (Saad Zaghloul et le Wafd). L'indépendance attendra toutefois 1936, en dépit d'une économie plus développée, d'une société plus éduquée, d'un sentiment national plus enraciné qu'en Irak.

B. Turquie, Iran, Arabie Saoudite : des dynamiques jumelles

C'est aux marges du Moyen-Orient que, à la faveur de la disparition de l'Empire ottoman, les expériences modernisatrices et anti-impérialistes sont les plus avancées.

La proclamation de la République turque par Mustapha Kemal (1920) va de pair avec la guerre menée contre l'envahisseur grec, lui-même client de la puissance britannique. La victoire turque mène à la signature du traité de Lausanne (1923) et éloigne la perspective d'un État arménien comme d'un État kurde. La stabilisation interne se double d'une ouverture diplomatique vers l'URSS (traité d'amitié et de fraternité de 1921) et l'Allemagne ; la Turquie profite du contexte international tourmenté des

années 1930 pour asseoir son statut de puissance régionale (convention de Montreux sur le contrôle des détroits en 1936 ; rétrocession par la France du sandjak d'Alexandrette aux dépens de la Syrie en 1939) ; elle parvient à préserver sa neutralité durant la guerre.

Les contraintes et ambitions géopolitiques de l'Iran présentent des analogies avec le cas turc, dont le modèle est attractif à l'échelle régionale : lien entre réaction anti-impérialiste et modernisation sur un mode autoritaire (prise du pouvoir par Reza Khan en 1921, chah [empereur] en 1925) ; réaction à l'hégémonie britannique (poids de l'Anglo-Persian Co) par rapprochement avec l'URSS et les États-Unis dans les années 1920, l'Allemagne nazie dans les années 1930 (visite du ministre de l'Économie du Reich, Schacht, en 1936). La construction de Transiranien (voie ferrée de la Caspienne au Golfe) et la répression des Kurdes (facilité par le traité de Saadabad signé en 1937 avec l'Irak et la Turquie) renforcent la cohésion nationale et territoriale. La neutralité iranienne se révèle toutefois intenable dès lors que Moscou entre en guerre aux côtés des alliés en 1941. Le pays, occupé, sert de couloir stratégique vers l'URSS ; les Anglais font monter sur le trône le jeune Mohammed Reza, alors âgé de 18 ans.

Le cas saoudien peut sembler différent, le wahhabisme se plaçant aux antipodes du kémalisme. Pourtant, la (difficile) sédentarisation des bédouins participe d'une même logique modernisatrice, la recherche de partenaires extérieurs d'une même logique anti-impérialiste : consulat soviétique à Djeddah en 1924, surtout concession d'exploitation pétrolière à la Standard Oil of California, qui crée en 1933 la CASOC, à l'origine d'ARAMCO (Arabian-American) en 1944 ; par l'ordre des mots, les Américains se démarquent symboliquement de l'impérialisme Britannique (*AIOC : Anglo Iranian*).

C. Dynamiques anti-impérialistes, sionisme, panarabisme

C'est au cours des années 1930 que se dessinent les lignes de partage du second après-guerre.

Le sionisme s'alimente des flux humains venus d'Europe et d'une appropriation foncière croissante. Succédant à la grève générale de 1936, la révolte arabe de 1937 conduit Londres à freiner l'immigration et à envisager un partage de la Palestine : le rapport Peel (1937) propose d'agrandir la Transjordanie, d'échanger les populations et d'internationaliser les Lieux saints. La solution du partage est également adoptée par l'ONU en 1947, dès lors que Londres, incapable de maintenir l'ordre et de susciter un compromis, annonce son désengagement.

Le panarabisme se concrétise politiquement, s'appuyant tantôt sur l'islam (R. Ridda, C. Arslan, qui, à Genève, publie, en français, le journal *La Nation arabe*), tantôt sur l'approche socialisante du parti Baath (« Parti socialiste de la renaissance arabe »), fondé pendant la guerre à Damas et matrice des futurs dirigeants syriens et irakiens. Recrutant au sein des nouvelles classes moyennes éduquées, le panarabisme s'alimente de l'anti-impérialisme et de l'antisémitisme, jusqu'à être réceptif à la propagande italienne (Radio Bari) et nazie durant la guerre (gouvernement irakien anti-britannique de Rachid).

La proclamation de l'État d'Israël (1948) débouche sur la première guerre israélo-arabe. La défaite transfigurée en *Nahda* [Catastrophe] renforce la solidarité panarabe et l'hostilité aux souverains pro-britanniques (les Hachémites, Farouk d'Égypte). Elle induit deux tournants (géo)politiques majeurs.

En Égypte, après le renversement du roi Farouk (1952), Nasser, sur les ondes de *La Voix des Arabes*, déploie une rhétorique véhémement culminant avec le déclenchement de la crise de Suez (26 juillet 1956 : « *ce canal est la propriété de l'Égypte* »). La crise se place au croisement des dynamiques anti-impérialistes, antisioniste et panarabe. L'Égypte, après avoir longtemps cultivé une identité propre (pharaonisme), s'affirme comme le cœur du monde arabe.

En 1958, l'onde de choc de Suez atteint la Syrie, qui constitue avec l'Égypte l'éphémère République arabe unie (1958-1961), et l'Irak (coup d'État anti-hachémite du général Kassem ; Fayçal II – modèle de l'Abdallah de *Tintin au pays de l'or noir* – est assassiné).

3. Le Moyen-Orient enjeu de l'affrontement Est-Ouest

A. Pétrole et *containment* : le relais transmis par Londres à Washington

La protection américaine ne se substitue que très progressivement à l'influence britannique ; les États-Unis restent à l'écart du pacte de Bagdad (1955), qui regroupe autour du Royaume-Uni le Pakistan, l'Iran, l'Irak et la Turquie. Le territoire ainsi couvert correspond au Rimland du géopoliticien N. Spyman un arc littoral permettant d'endiguer les poussées expansionnistes du cœur eurasiatique (*Heartland* = URSS).

..... *La diplomatie américaine associe containment et sécurisation de la route du pétrole*

1945 : le « pacte de Quincy », passé entre Roosevelt, de retour de Yalta, et le roi Abdel Aziz Ibn Saoud, inaugure le partenariat stratégique entre Riyad et Washington.

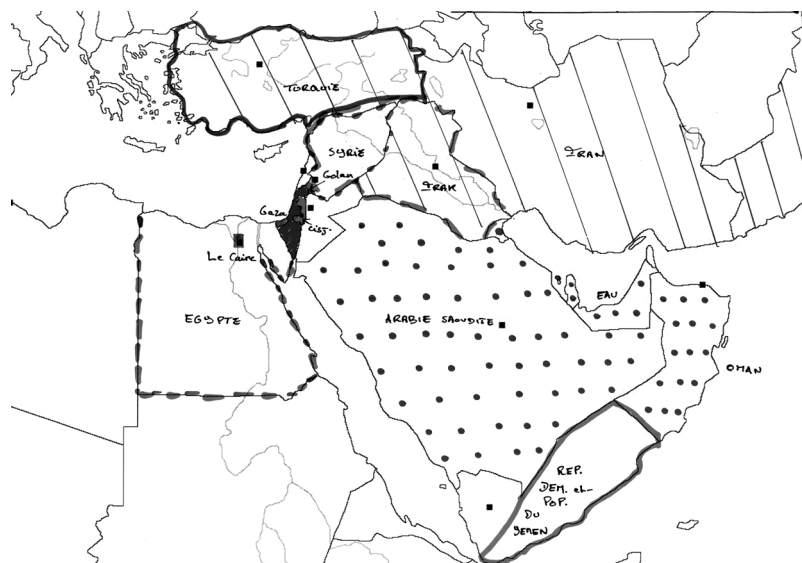
1952 : l'adhésion de la Turquie à l'OTAN renvoie aux convoitises séculaires de Moscou sur les détroits. Ankara a bénéficié du plan Marshall et adhéré à l'OECE.

1953 : le renversement du Premier ministre nationaliste Mossadegh en Iran, facilité par la CIA, est la conséquence de la nationalisation de l'Anglo-Persian. Les *majors* américains sont largement représentés au sein de la nouvelle compagnie, la NIOC. L'Iran amplifiera son rôle de « gendarme du Golfe » après le premier choc pétrolier.





Le tournant de 1956 contribue à introduire le monde arabe dans le champ des rivalités Est-Ouest. La doctrine Eisenhower, formulée le 5 janvier 1957, inscrit régionalement la politique de *containment* ; elle est appliquée au Liban en 1958 (débarquement de marines à l'appel du président maronite C. Chamoun). L'indépendance du Koweït (1961), puis des Émirats (formant les EAU en 1971) consacrent le désengagement britannique et le passage du relais à l'Oncle Sam.

Carte étape






Entre guerre froide, sionisme et panarabisme



Siônisme et panarabisme

-  L'Etat israélien dans ses frontières de 1949
-  République arabe unie (1958-1961) constituée au lendemain de la crise de Suez
-  Siège de la Ligue arabe (Sauf de 1978 à 1990 du fait des accords de Camp David)
-  Territoire occupé suite à la Guerre des Six jours

Les clivages régionaux happés par la Guerre froide

-  Camp progressiste arabe, officiellement non aligné mais stratégiquement lié à l'URSS (Égypte : jusqu'en 1972)
-  République marxiste (1970-1990)
-  Etat membre de l'OTAN
-  Etat signataire du Pacte de Bagdad (Irak : jusqu'en 1958)
-  Pétromonarchie proche de Washington et de Londres (Iran : jusqu'en 1979)

→ en couleur dans le cahier central

L'URSS tire de son côté parti de l'orientation antioccidentale et antisioniste du « camp progressiste » arabe – Égypte, Irak, Syrie (prise du pouvoir par le parti *Baath* en 1963) –, auquel elle offre une aide économique et stratégique. Mais, si l'Irak et la Syrie, bien que rivaux, signent des traités avec Moscou respectivement en 1972 et 1980, le partenariat avec URSS relève de la conjoncture géopolitique ; il n'a rien d'exclusif – S. Hussein, à Paris en 1975, doit son programme nucléaire à la France – ni d'inscrit dans le marbre, comme le montre le renvoi d'Égypte des conseillers soviétiques en 1972. Seul le Yémen du Sud a constitué un authentique régime marxiste (République populaire démocratique du Yémen, 1970-1990), faisant peser une menace sur le détroit d'Aden. Deux conflits régionaux sont accessoirement des conflits de guerre froide : la guerre civile du Nord-Yémen dans les années 1960, où s'affrontent indirectement Le Caire et

Riyad ; la guerre du Dhofar (1964-1976), province du sultanat d'Oman soutenue dans sa tentative sécessionniste par le régime marxiste d'Aden.

B. Guerres israélo-arabes et guerre froide

Le principal enjeu géopolitique régional demeure la question de la Palestine, à l'origine de trois guerres successives entre Israël et ses voisins arabes.